

Elu-e-s CFE-CGC :

Le 19 mai : Vincent Normand, Pascal Loquin, Carole Clevenot, Cédric Normand, Serge Cottebrune, Driss Noussair (Représentant Syndical).

1) Approbation de PV : 28 janvier, 25 février et 7 avril 2020

Les 3 PV sont validés à l'aide d'un système de vote à distance fourni par la société Alphavote.

2) Marche générale de l'entreprise

a. Reporting des éléments économiques

Notre CA perd 10% en avril sur ce qui était budgété et par rapport à avril 2019.

Le TACE était de 82,6% en février à 78,2% en avril, soit 6 points en dessous du budget. Les prévisions pour mai et juin sont du même ordre...

Les intercontrats sont en croissance de 47 ETP sur le mois d'avril.

En mars les salarié-e-s avaient pris 1,2 jour de congés en moyenne contre 2,5 en avril, ce qui montre sûrement la pression mise sur les salarié-e-s pour la pose de CP.

CEA, Airbus, SNCF, Safran, Renault sont les principaux clients qui nous ont contraint à l'AP.

Le taux d'activité de GMS reste à 85%. LMS a délivré un CA de 25M€ (-3M€ que prévu). Le grand Ouest est le plus impacté (86% du budget) avec un taux d'activité en avril à 78%. **MiPY présente un TACE à 69% avec aucune prévision d'amélioration (=> Airbus 😞). L'Aquitaine n'est pas en reste avec un TACE identique à 69% mais un rebond est attendu en mai puis juin.**

La région IDF présente un TACE à 75%. Il y a eu plusieurs missions d'arrêtées même si les secteurs Telco et banque ont été moins impactés. Il y a quelques redémarrages et des perspectives chez ERDS.

Sur le Grand Est, le TACE varie dans les différentes régions entre 78 et 81%. L'Est ressort à 81% en avril. Le Nord est à 78% avec une plus forte baisse sur mai, mais un redémarrage sur juin sur la SNCF est prévu.

Les booking d'avril sont sans surprise, plus faibles que d'habitude. Pas de signature majeure. Le funnel a progressé sur le mois notamment grâce à des deals autour du Crédit Agricole (fin d'année).

La direction générale réfléchit sur « l'après juin ». Les AT fluctuent par trimestre et on demande des engagements à nos clients.

Le grand contrat gagné avec la SNCF qui n'a pas pu démarrer en mars, devrait débiter en juin, au moins en partie. Cela impacte plusieurs régions dont le Nord, RHA, l'IDF...



LinkedIn



b. Point sur les effectifs :

Des embauches sont décalées vers le mois de mai ou juin, ce qui provoque un solde négatif sur le mois d'avril. Les embauches sont plutôt gelées (reportées) sur INFRA, à l'exception de la partie cybersécurité. Les entretiens sont réalisés par Skype.

En termes de formation, des cursus sur la **nouvelle plateforme Next** ont été proposés à des salarié-e-s en intercontrat.

c. Point sur les ventes :

Contrat gagné chez Airbus pour une extension du cloud privé. Nous sommes retenus par GRDF sur plusieurs lots. On a été renouvelé chez ONERA. On a gagné chez Chanel un projet de Service-Now. Les activités de sécurité se portent bien (shortlist chez Alstom).

On a gagné chez Hermès (activité de Front-Office, 5 salarié-e-s en France puis le reste des effectifs en Inde), également chez Alcatel Lucent (CDS Grenoble Chambéry concerné).

Orange Bank (ingénierie de poste de travail et helpdesk) : en « due diligence » face à Atos.

Shortlist sur la Société Générale. Dossier remis au CNES (face à GFI).

Projet de gestion des infrastructures à La Poste.

d. Point sur l'activité partielle (AP) :

La direction nous donne (enfin) quelques informations plus détaillées. Ainsi nous prenons connaissance du nombre de salarié-e-s concerné-e-s par l'AP par site, ainsi que l'équivalence en ETP.

En avril, 22 salarié-e-s sur 440 n'ont pas souhaité bénéficier des mesures permettant de compléter leur salaire (CP + jours de formation).

Les salarié-e-s concerné-e-s ne sont pas automatiquement à 100% en AP car sur les 440, cela représente 226 salarié-e-s à temps plein (« FTE ou ETP »).

Le groupe a demandé à l'Etat l'utilisation de l'Activité Partielle jusqu'au 30 juin. Ainsi, si des salarié-e-s doivent être prolongé-e-s en AP au-delà du 30 juin, la direction devra refaire une demande, puis informer les instances représentatives du personnel.

Une interruption de séance permet aux élu-e-s de se concerter sur le vote d'une résolution afin de demander plus de réponses de la direction.

2 motions sont proposées :

- La 1^{ère} est axée sur du juridique sollicitant une consultation sur l'AP ainsi qu'une expertise.
- La 2^{nde} motion, proposée par le secrétaire CFDT du CSE, ne consiste en qu'une expertise pilotée par la commission économique.

Les élu-e-s votent majoritairement sur la 2^{nde} résolution (pour laquelle la CFE-CGC doute de l'opportunité **car elle peut légalement être refusée**).



LinkedIn



Après une courte interruption de séance demandée par la direction, et comme les élus de la CFE-CGC s'y attendait, **la direction s'oppose au recours à un expert pour plusieurs raisons :**

- En l'absence de consultation, il ne peut y avoir une expertise.
- Par ailleurs, une expertise serait déjà lancée au niveau du CSEC.

La direction annonce contester en justice la demande d'expertise.

⇒ Le profond silence des élu-e-s de la majorité trahissent la vérité... c'est un bel uppercut reçu dans les dents du CSE !

L'ordre du jour n'étant pas totalement épuisé, la direction déclare une interruption de séance ce mardi 19/05. La reprise est proposée le mardi 28/05 après-midi.

Le 28 mai : Vincent Normand, Pascal Loquin, Carole Clevenot, Badradine Bounachada, Serge Cottebrune, Driss Noussair (Représentant Syndical).

Marche générale de l'entreprise (Reprise du point du 19 05 2020).

e. Orano.

Un projet permettrait à une dizaine de salarié-e-s de Cherbourg de réintégrer leur ancienne société.

Le choix reviendrait à chaque salarié-e. Il apparaît que les salarié-e-s seraient intéressé-e-s.

f. Suivi de la mise en place du remplacement du personnel sous-traitant.

A cause du Covid-19, la direction souhaite diminuer le nombre de sous-traitants au sein de l'effectif.

Sur H1, 25 personnes en position sous-traitante en moins.

Sur H2, 26 personnes en position sous-traitante prévu en moins.

Des membres du personnel Infra, via des formations et du transfert de compétences, sont appelés pour occuper les postes. Du personnel sous-traitant est également embauché.

Pour rappel, il y a à peu près 500 personnes en position sous-traitante qui travaillent pour Infra.

3) Point sur les conditions de reprise d'activité à l'issue de la période de confinement (à partir du 11 mai).

Propos de la Direction :

Information donnée par le country-board social. Un guide est à la disposition des salarié-e-s.



LinkedIn



Ce sujet est suivi par le CRES. Nous sommes dans l'attente des nouvelles règles édictées par le gouvernement (le 28 05 2020).

Jacques Sabatier, responsable au niveau du Groupe en France des conditions de reprise d'activité à l'issue de la période de confinement, liste plus en détail les éléments mis en place dans les établissements sur le périmètre français.

La distanciation sociale (2 mètres), port du masque (2 par jour) hygiène des mains (lavage des mains et quelques distributeurs de gel hydroalcoolique). Sur les climatisations, la Direction rappelle qu'à l'instant t, rien n'est déclaré en termes de risque. Les sèche-mains à air pulsé sont arrêtés. Sur le ménage, des heures en sus sont commandées auprès de nos fournisseurs, nettoyages supplémentaires avec désinfectants. Sur le flux de circulation, il est par principe fait par étage. Sur les escaliers, quand il est possible de faire un escalier montant et un escalier descendant, cela est mis en place. Les micro-ondes et réfrigérateurs : ils ne sont normalement pas autorisés. S'il n'existe aucun risque, des dérogations peuvent être accordées.

Quelques points discutés.

Quelques difficultés pour que les représentants du personnel puissent visiter certains sites. Ce problème n'est pas général.

4) Information sur les résultats de la participation et de l'intéressement 2019.

Une participation est distribuée. Certain-e-s salarié-e-s n'ont pas pu se connecter pour effectuer leurs choix.

Sur l'intéressement, pour rappel, CIS et Prosodie sont les seules entités qui n'ont pas reçu d'intéressement. Des explications (peu optimistes pour l'avenir) sont données par la Direction.

Pour les prêts entre les deux entités Infra et Apps, la Direction indique qu'une partie importante de la GOP est remontée vers les entités d'origines des salarié-e-s. La Direction s'engage à donner les montants de la GOP qui ne seraient pas reversés vers les entités d'origines ; le but étant de déterminer si ces montants auraient pu améliorer la GOP. La Direction apparaît bien timorée sur ce sujet qui prive chaque salarié-e d'INFRA de plusieurs centaines d'euros d'intéressement.

La CFE-CGC demande de nouveaux les paramètres suivants :

- Le taux de GOP de l'exercice 2019 et son mode de calcul ?
- Le taux de GOP de l'exercice 2018 et son mode de calcul ?
- Le taux de GOP de l'exercice 2017 et son mode de calcul ?
- Le taux de GOP budgété de l'exercice 2018 et son mode de calcul ?
- Ces taux sont les principaux éléments permettant de déterminer si un intéressement est possible.



Lors de cette réunion, la Direction a proposé d'inclure un focus sur l'activité partielle, pour être présentée et débattue le 2 juin 2020, lors de la réunion extraordinaire du CSE portant sur les perspectives économiques et sociales de 2020.

L'ordre du jour n'étant pas totalement épuisé, la direction déclare une interruption de séance ce jeudi 28/05. La reprise du CSEE se tiendra le 3 juin 2020 après midi.

Une réunion extraordinaire du CSEE se tiendra également le 2 juin 2020. « Information en vue de la consultation du CSEE Infra sur les orientations stratégique CIS/INFRA.

5) Sujets concernant l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail

a. Information-consultation du CSEE sur l'organisation mise en place pour la Radioprotection

Après 1 an d'échanges avec la direction, le groupe a décidé de revenir sur l'organisation de la radioprotection. Les ICRP locales ont posé des questions, auxquelles Serge Cottebrune a pu répondre.

Les sites concernés : La Hague, Bagnols/Ceze, Aix-En-Provence, Lyon.

Définir le système de management de la radioprotection, définir les risques, rappeler les exigences réglementaires. La politique a été validée par Olivier Tarrat en février 2020.

Les élu-e-s votent à la majorité une motion qui peut vous être adressée sur demande.

b. Information-consultation du CSEE sur les Equipements de Protection individuelle (EPI) nécessaires aux travaux sous Rayonnements Ionisants pour la Radioprotection

Ces équipements étaient fournis initialement par les clients mais Capgemini a pris le relai depuis. Aujourd'hui on est à 45 salarié-e-s concerné-e-s par an.

Les élu-e-s votent à la majorité une motion qui peut vous être adressée sur demande.

c. Information du CSEE INFRA sur les DUER (synthèse)

Des groupes de travail incluant les ICRP se sont réunis pour le mettre à jour suite à la pandémie du COVID-19.

A la suite d'un échange de questions-réponses avec la direction, les élu-e-s font une déclaration afin de demander plus de détails dans ce DUER. Le vote est donc remis au CSE de Juin.

d. Information-consultation du CSEE INFRA sur le PAPRIACT

Idem point 5.c.



LinkedIn



6) Nouvelles instances et désignation

a. Désignation des Représentants de Proximité : désignations complémentaires

Les élu-e-s valident l'ajout de nouveaux RP en régions.

b. Désignation des 2 représentants du CSEE INFRA en vue de la présentation annuelle des comptes sociaux

Vincent Normand (CFE-CGC) se présente, ainsi que 2 élus CFDT, un peu hésitants... (poussés par leur syndicat ?). Malgré une demande d'entente afin de partager la désignation entre les 2 organisations syndicales, la CFDT ne retire pas de candidats.

C'est sans surprise, dans une **GRANDE OUVERTURE D'ESPRIT** que les 2 élus CFDT sont désignés. La politique TOTALITARISTE continue. C'est consternant de voir l'exclusion automatique de tout élu-e, si il/elle n'est pas CFDT-CFTC-FO.

c. Désignation des membres des Commissions d'Orientation et de Suivi (COS) dans le cadre de l'accord en faveur des personnes en situation de handicap au sein de l'UES Capgemini

David Reine et Thierry Coutault sont désignés pour la CFE-CGC sur le périmètre OUEST.

Pour le reste, c'est une parodie de vote, avec un trust de quasiment l'intégralité des postes par la CFDT. Si sur l'Ouest nous avons 2 candidats élus, c'est que la CFDT n'avait personne à proposer 😊 !

7) Recours à un cabinet d'expertise en vue des consultations récurrentes prévues à l'article L 2312-17, conformément aux dispositions des articles L 2315-87, L 2315-88 et L 2315-91 du code du travail

a. Vote pour le recours à un cabinet d'expertise pour assister le CSE Capgemini Infra en vue des consultations sur la situation économique et financière, la politique sociale et les orientations stratégiques.

Vincent Normand demande au secrétaire de réfléchir sur l'utilisation d'un autre expert sur l'un des 3 volets de l'expertise. En effet, certains cabinets sont plus spécialisés dans certains domaines, comme dans les conditions de travail.



LinkedIn



b. Vote du cabinet d'expertise retenu.

- c. Malgré un long débat, soutenu par d'autres OS, la majorité n'entend pas bouger d'un iota. Nous mettons donc « tous nos œufs dans le même panier ».

C'est le cabinet Sextant qui est retenu pour effectuer les expertises.

L'ordre du jour n'étant pas totalement épuisé, la direction déclare une interruption de séance ce mercredi 3/06. La reprise du CSEE se tiendra le 11 juin 2020.

Le 11 juin : Vincent Normand, Pascal Loquin, Carole Clevenot, Cédric Normand, Serge Cottebrune, Driss Noussair (Représentant Syndical).

8) Information du CSEE sur la fermeture de sites clients pour congés payés

Périmètre		DATE DE FERMETURE
IDF	AREVA - Bois Mouton	22 Mai/13 Juillet/10 au 14 Août/28 au 31 décembre
	AXA : 81 Rue Mstislav Rostropovitch 75017 PARIS	22 Mai/13 Juillet/24 et 31 Décembre
	CEA site de Bruyère	22 mai / 10 au 14 Août / 28 au 31 Décembre
	SNCF : 10 rue Camille Moke Saint Denis	1er Juin
	Société Générale : IMMEUBLE PERIPOLIS ou BOREA - 16 Avenue des Olympiades, 94120 Fontenay-sous-Bois Campus DUNES - 31 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 94120 Fontenay-sous-Bois	3 au 10 Août/21 au 25 Décembre
AQUITAINE	CEA / CESTA 15 avenue des sablières CS 60001 - 33116 Le Barp Cedex	22 Mai / 13 Juillet / 10 au 14 Août / 24 au 31 Décembre
RHA	CATERPILLAR : 48 Avenue Léon Blum, 38100 Grenoble	22 Mai/1er Juin/13 Juillet/24 au 31 Décembre
	CEA DAM – VALDUC	22 Mai / 13 Juillet / 10 au 14 Août / 24 au 31 Décembre
	CEA GRENOBLE : 17 Avenue des Martyrs, 38000 Grenoble	22 Mai/1er Juin/14 Août/24 au 31 Décembre
	POLE EMPLOI : 93 Rue Marietton, 69009 Lyon	22 Mai/13 Juillet
MED	CEA- Cadarache – 13115 SAINT PAUL LEZ DURANCES	22 Mai/10 au 14 Août/ 21 au 31 Décembre
	CEA- Marcoule	22 Mai/10 au 14 Août/ 21 au 31 Décembre
MIPY	Airbus D&S : 31 rue des Cosmonautes - 31400 TOULOUSE & Parc technologique du canal - 15 avenue de l'Europe - 31522 RAMONVILLE SAINT-AGNE	24 au 31 Décembre
	DGAC : 1 Av. Maurice Grynfogel - 31035 TOULOUSE	10 au 14 Août
OUEST	CEA Tours, le Ripault 37260 MONTS	22 Mai / 13 Juillet / 10 au 14 Août / 24 au 31 Décembre
	DGA Rennes, Route Lailié 35170 BRUZ	22 Mai, 13 Juillet, 7 Août, 14 Août, 21 Août, 24 au 31 Décembre
	ORANO (La Hague) Route de la Hague, 50440 Beaumont Hague	22 Mai/13 Juillet/24 Décembre

La direction nous présente une mise à jour du tableau. Certains clients n'auraient pas encore répondu encore toutefois.

Un débat a lieu entre élu-e-s sur la légalité de cette information, qui devrait être une consultation selon certains élu-e-s. Une interruption de séance afin de travailler ce sujet est refusée par la majorité CFDT-CFTC-FO.



LinkedIn



9) Fonctionnement du CSEE : • Convention établie entre chaque assistant(e), le CSE et la Direction.

a. Convention établie entre chaque assistant(e), le CSE et la Direction.

Le travail est en cours avec l'aide de la direction. Les assistant-e-s ont validé leurs objectifs.

b. Budgets ASC et AEP prévisionnels et éléments réalisés.

L'expert-comptable interviendra le 16/06 lors de la réunion mensuelle du CSEE. Il pourra donner sa position sur plusieurs sujets :

- La demande de subvention sur les factures de salarié-e-s entre le 11/12 et le 31/12/2019, puisque ce CSE a commencé à cette date.
- Plusieurs élu-e-s ont demandé de remettre à plat le budget, au vu de la très faible consommation sur le 1er semestre.

Aucune activité locale n'a été organisée à ce jour, et c'est regrettable car même si des activités de groupe, en présentiel, ne pouvaient être organisées à ce jour, d'autres types d'activités ou de subventions sont possibles. Des CSE en ont organisé, y compris dans notre UES Capgemini.

Malheureusement, il est triste de constater l'absence d'implication des élu-e-s en **charges des activités locales**. Avec un peu de motivation, il aurait même été envisageable d'ouvrir des activités de groupe en cette fin de mois de juin. Des sociétés telles que des Kartings (en extérieur), des Paintball, des Escape Game et autres sont ouverts !!!

Alors pourquoi tant d'inaction ? Demandez des comptes aux élu-e-s en charge des activités ! Ils n'ont aucune excuse, les budgets sont votés depuis longtemps. Ils ont la possibilité de vous proposer des choses.

c. Abonnement juridique pour les élu-e-s (vote)

Il est proposé de prendre l'abonnement à la « solution CSE intégrale » (guide CSE en ligne et autres informations) afin d'investir sur un outil juridique à destination des élu-e-s.

Cependant, toujours dans un esprit digne des plus grandes cours de récréation, le vote est remis à plus tard alors même que toutes les conditions sont réunies (solution de vote à distance avec Alphavote, devis reçus il y a plusieurs jours).

Mesdames, mesdemoiselles, messieurs, ces élu.e.s vous représentent et vous défendent... avec tout leur cœur... 😊 Merveilleux !

Petite parenthèse « technique » : lorsqu'un élu ne souhaite pas voter, il sort habituellement de la salle de réunion. Malheureusement, nous vivons déjà des réunions complexes depuis le début de l'année, mais par Skype c'est encore plus surréaliste.





Linked in

